

## DIALOGUES SUR LE COMMERCE DES BLEDS DE FERDINANDO GALIANI

### Texte, Intertexte, et Contexte

Alors que la majorité des Napolitains auraient confirmé la règle responsable de l'impression qu'avait Goethe de cette ville, quelques-uns présentaient une exception, notamment un homme dont le cœur balançait entre sa ville natale et sa ville adoptive, Paris, qu'il surnommait le Café d'Europe<sup>1</sup>, où il avait été envoyé en mission diplomatique mais rapatrié pour cause de conduite inappropriée, un départ d'une ville qu'il regrette, mais dans laquelle il n'a jamais pu retourner malgré le succès de son livre et sa renommée qu'il ne peut qu'apprécier à distance. Malgré l'affection qu'il ressent pour la vie parisienne et sa participation aux affaires et aux cercles intellectuels de la capitale française, cet article soutient que l'abbé Ferdinando Galiani (1728-1787) est resté profondément lié au monde méditerranéen, et à Naples en particulier. Cependant, avant de pouvoir continuer ce récit enchâssé, un long détour à travers l'histoire de la pensée économique s'impose.

Il existe de nombreux historiens de la pensée économique dont plusieurs sont les auteurs d'un ouvrage important sur l'histoire de cette discipline, mais il n'y a certainement qu'un historien de la pensée économique – d'ailleurs économiste de pointe – qui mérite de figurer à part entière dans ces ouvrages et qui demeure jusqu'à ce jour un point de référence pour tous les historiens de la pensée économique. Il s'agit à la fois d'une figure controversée et d'un pilier de cette sous-discipline : Joseph A. Schumpeter. Dans sa publication posthume de plus de mille pages, *Histoire de l'analyse économique* (1954), il énonçait d'importantes considérations au sujet de Ferdinando Galiani<sup>2</sup>. Tout

---

1 Steegmuller, Francis, « The Abbé Galiani : 'The Laughing Philosopher' », *American Scholar*, vol. 57, n°4, 1988, p. 596.

2 Du point de vue la France, Galiani appartient » à l'époque des abbés-économistes (Saint-Pierre, Baudeau, Morellet, Roubaud...) qui atteint son apogée vingt ans avant la crise

d'abord, Schumpeter fait figurer Galiani dans la section dédiée au « consultants administrateurs et pamphlétaires » et l'appelle « l'étoile la plus brillante » de l'école napolitaine rivale de celle des milanais, dont il identifie les personnalités les plus représentatives : le comte Pietro Verri (1728-1797) et Cesare Bonesana, marquis de Beccaria (1738-1794)<sup>3</sup>. Avec Schumpeter, nous nous approcherons de Galiani avec un tour de force. Il ne faut pas négliger que Schumpeter intitule la sous-partie de son chef d'œuvre 'Haut Niveau de Contribution Italienne', et que celle-ci est placée juste avant la sous-partie consacrée à 'Adam Smith et *La richesse des nations*', ce qui indique l'estime qu'il portait à la pensée économique italienne du début de l'époque moderne, et pour Beccaria en particulier, comparable avec l'héritage de Smith qui était un de ses contemporains (1723-1790) :

Pour le moment nous nous concentrons sur Beccaria, l'A. Smith italien. La similitude entre les deux hommes et leur apport est en vérité frappante. Il y a quelque similitude dans leurs antécédents sociaux et leur origine géographique. Il y a une similitude dans leur vie – et dans ces attitudes qui sont conditionnées par les buts que l'on poursuit –, quoique Beccaria fût bien davantage un fonctionnaire que ne l'était A. Smith, qui n'a eu qu'une position subordonnée sans possibilité créative et qu'A. Smith était davantage un professeur que ne l'était Beccaria, qui n'enseigna que deux ans seulement. L'un et l'autre étaient des lords souverains d'un vaste royaume intellectuel qui s'étendait bien au-delà de ce qu'il était possible, même à l'époque, pour de simples mortels d'embrasser. Beccaria savait probablement davantage de mathématiques qu'A. Smith, mais Smith fit davantage d'astronomie et de physique que Beccaria. Ni l'un ni l'autre n'étaient de simples économistes : la vie de travail d'A. Smith ne contient rien d'égal à *Dei delitti e delle pene*, mais ses *Moral Sentiments* sont plus qu'un équivalent de l'esthétique de Beccaria. L'un et l'autre nagèrent joyeusement dans la rivière de leur temps, mais avec une différence : alors que Beccaria non seulement acceptait les thèses utilitaristes, mais aussi jouait un rôle de leader dans leur formation, A. Smith, avec une parfaite clarté, fit preuve d'une certaine froideur critique à leur égard ; et alors qu'A. Smith non seulement acceptait (presque) toutes les thèses en faveur du libre-échange et du laissez-faire, mais

---

de 1789. C'était aussi l'ère des voyages, comme le démontre les cas de Law, Cantillon, Voltaire, Montesquieu, Hume, Smith, l'abbé Galiani, les frères Verri, et beaucoup d'autres. D'après cet auteur, qui se réfère à Galiani : « il est vrai plus parisien que napolitain » ; Perrot, Jean-Claude, *Une histoire intellectuelle de l'économie politique*, Paris, Éditions EHESS, 1992, p. 78, 94, 144.

3 Schumpeter, Joseph A., *History of Economic Analysis* (1954), New York, Oxford University Press, 1986, p. 177.

aussi jouait un rôle de leader dans leurs succès (pour ce qui concerne les écrits économiques), Beccaria fit preuve clairement d'une certaine froideur critique à leur égard. Personnages magnifiques l'un et l'autre. Mais, du moins après 1770, Beccaria, très certainement plus favorisé par la nature, donna pour le service public de l'État milanais ce qu'A. Smith réservait pour le genre humain<sup>4</sup>.

Schumpeter poursuit son raisonnement en se laissant aller à l'exercice historique qui, bien qu'il aille à l'encontre des faits, le conduit à une conclusion où Beccaria semble avoir plus d'importance que celle qui lui est habituellement reconnue, alors que Smith est dépouillé de son triomphe que renforçait de plus en plus la mythification de sa personne au fil du temps, le rabaisant ainsi à des dimensions plus normales. Suite au succès spectaculaire de *La richesse des nations* (1776), Smith a été séparé du contexte historique du XVIII<sup>e</sup> siècle, et à mesure que son texte se canonise au XIX<sup>e</sup> siècle comme le premier livre saint de la pensée économique moderne caractéristique de l'année 1776, ce qui signifie la naissance d'une nouvelle discipline scientifique, Smith en arrive à être déclaré le « fondateur de l'économie moderne<sup>5</sup> ». Rectifiant quelque peu cette exagération, une histoire de la pensée économique respectable identifie néanmoins la période 1750-1780 comme celle de la « première grande révolution théorique de laquelle les sciences économiques modernes émergent<sup>6</sup> ». Karl Polanyi est parmi les premiers défenseurs d'un avis divergent de l'avis de Smith dans la mesure où il insistait sur la position de Smith : « L'économie politique doit être une science humaine ; elle soit s'occuper de ce qui est naturel pour l'homme, pas pour la nature<sup>7</sup> ». Des travaux révisionnistes récents sur Smith l'ont remis en lien avec son époque<sup>8</sup>, tandis que des interprétations exégétiques de *La richesse des nations* ont démontré qu'il existe plus d'une interprétation envisageable, et

4 *Ibidem*, p. 256-257.

5 Tribe, Keith, « Adam Smith : Critical Theorist ? », *Journal of Economic Literature*, XXXVII, vol. 2, p. 609-632, 1999, p. 5-7.

6 Screpanti, Ernesto et Zamagni, Stefano, *An Outline of the History of Economic Thought*, Oxford, Oxford University Press, 1993, p. 1.

7 Polanyi, Karl, *The Great Transformation : The Political and Economic Origins of Our Time*, Boston, Beacon Press, 1944/2001, p. 117.

8 Winch, Donald N., *Riches and Poverty : An Intellectual History of Political Economy in Britain, 1750-1834*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996 ; Winch, Donald N., *Adam Smith's Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978.

qu'il est tout autant un économiste critique qu'un économiste néo-classique<sup>9</sup>. Il est donc recommandable de revenir au texte original pour le lire sous un double éclairage, celui de son époque et celui du lecteur qui en crée sa propre interprétation. Quoiqu'il en soit, le verdict de Schumpeter reste ferme :

Le Beccaria écossais était-il le plus grand économiste des deux ? Si nous jugeons d'après leurs œuvres telles qu'elles se présentent devant nous, il l'était certainement. Mais, en faisant cela, on ne rendrait pas justice à la qualité propre de chacun d'eux. Il ne s'agit pas seulement de prendre en compte l'antériorité chronologique mais aussi d'apprécier l'importance considérable des années 1770 à 1776 dans la marche des idées économiques ; mais, ce qui est beaucoup important, c'est que la *Richesse des Nations* était le résultat achevé d'une vie de travail, alors que les *Elementi* sont des notes de cours et, en outre, des notes de cours *que l'auteur se refusa à publier*. Si l'on considère la performance subjective, ils ne devraient pas être comparés avec la *Richesse des Nations* mais plutôt avec la partie économique des cours à Glasgow d'A. Smith – là, Beccaria gagnerait haut la main –, ou plutôt la *Richesse des Nations* devrait être comparée avec ce que nous pourrions imaginer que Beccaria aurait fait de ses cours s'il avait émigré à Kirkcaldy et s'y était consacré six autres années au lieu de se plonger dans les problèmes de l'État milanais. Le fait que la cause *principale* de la différence que nous notons consiste dans la quantité de travail investie est en tout cas un indice important du secret du succès d'A. Smith<sup>10</sup>.

Dans son commentaire des parties de l'ouvrage de Smith, Schumpeter revient à Galiani de manière également comparative :

A. Smith parachève la séquence consacrée par l'usage : division du travail – troc – monnaie et, se situant à un niveau nettement inférieur à celui atteint par de nombreux auteurs antérieurs et particulièrement par Galiani, dissocie complètement la valeur d'échange de la valeur d'usage<sup>11</sup>.

9 Tribe, Keith, « Adam Smith : Critical Theorist ? », *op. cit.*, p. 609-632, 1999.

10 Schumpeter, Joseph A., *Histoire de l'analyse économique*, *op. cit.*, p. 257-258.

11 *Ibidem*, p. 267. Schumpeter rend néanmoins hommage à Galiani : « Cette théorie fut élaborée par les docteurs scolastiques, à partir de racines aristotéliennes. Seul l'appareil marginaliste manquait à leur analyse de la valeur et du prix en termes d'« utilité » et de « rareté ». Nous savons aussi que des profanes commencèrent à enseigner la théorie de la valeur fondée sur l'utilité, parallèlement à l'enseignement scolastique, et probablement sans être entièrement étrangers à son influence. Davanzati en est notre plus bel exemple. Cette théorie continua à se développer normalement jusqu'au temps d'A. Smith. L'œuvre de Galiani est la réalisation culminante de l'époque. (*Ibidem*, p. 393).

Déjà lorsqu'il commente *Della moneta* (1751), Schumpeter est impatient d'entamer la prochaine sous-partie sur *Dialogues sur le commerce des bleds* (1770) pour dire tout le bien qu'il pense de Galiani<sup>12</sup> :

Une autre caractéristique de sa pensée doit être soulignée ici avant de nous arracher de l'œuvre d'un des esprits les plus capables qui aient jamais œuvré dans notre domaine : il fut cet économiste du XVIII<sup>e</sup> siècle qui, seul, ne cessa d'insister sur l'inconstance de l'homme et la relativité dans l'espace et le temps de toute politique pratique ; il était totalement affranchi de cette croyance paralysante qui alors envahissait insensiblement la vie intellectuelle européenne, la croyance en des principes prétendant avoir une valeur pratique universelle. Galiani comprenait qu'une politique rationnelle en France, à un moment donné, pouvait être au même moment tout à fait irrationnelle à Naples ; il avait le courage de dire : Je ne suis pour rien... je suis pour qu'on ne déraisonne pas. En somme, il méprisait tous les doctrinaires politiques, y compris les physiocrates<sup>13</sup>.

Saluant une fois de plus dans son chapitre sur « La littérature 'mercantiliste' », la position antidogmatique de Galiani dans les débats céréaliers initié par les physiocrates, Schumpeter revient longuement sur l'autre ouvrage principal de Galiani :

Ces *Dialogues* trouvent leur origine dans le débat qui eut lieu entre les économistes italiens, débat qui commença plus tard et dura plus longtemps, et qui

12 Schumpeter est très respectueux envers Galiani. À l'une de ses rares occasions, dans une note de bas de page du chapitre sur « La valeur et l'argent », il se sent contraint de mettre ses lecteurs en garde contre un avis qu'il émet antérieurement dans la mesure où il contredit celui de Galiani : « Je ne suis en aucune façon absolument certain d'avoir eu raison en le classant parmi les métallistes théoriques. Galiani, dont nous allons parler maintenant, l'interprète en sens opposé : dans le cas de petits écrits rédigés sans que l'auteur porte attention aux essentiels, ces difficultés souvent deviennent d'autant plus insurmontables plus profondes que nous scrutons davantage les idées d'un auteur. Dans notre texte, ce qui suit doit être lu à la lumière de ces considérations. Je préfère soumettre mes doutes au lecteur, franchement, plutôt que de dogmatiser avec une assurance que je ne ressens pas ». (*Ibidem*, p. 406). Cependant, il manifeste aussi son désaccord lorsqu'il trouve que Galiani ne reconnaît pas sa dette intellectuelle auprès de ses précurseurs : « Ceci assurément implique quelque injustice vis-à-vis de ses prédécesseurs, à l'égard desquels il se montra lui-même incroyablement déloyal. Ainsi, quand il développe l'argumentation de Davanzati, il le fait en prenant un ton de supériorité qui n'est aucunement de mise. N'oublions pas, de plus, que sa propre théorie était en réalité celles des scolastiques. Ce n'est pas seulement en cette matière que Galiani – comme d'autres économistes – fait défaut pour ce qui est de reconnaître ses dettes. Dans sa sociologie – ou, si le lecteur préfère ce terme, sa philosophie sociale –, il s'inspire fortement de Vico, mais il le reconnaît tout aussi peu ». (*Ibidem*, p. 419).

13 *Ibidem*, p. 409.

est en fait plus intéressant que celui qui opposa les économistes français – bien que ces derniers puissent prétendre avoir priorité quant aux idées fondamentales qui étaient en discussion – parce que les spécificités de la situation des États italiens, en particulier du royaume de Naples, ont donné naissance tout à la fois à des études empiriques d'intérêt considérable et à des arguments sur les aspects particuliers qui sont absents de la littérature des nations les plus riches. Cependant, puisqu'il est impossible d'entrer dans le détail de ces résultats, dont aucun à ma connaissance n'était d'importance majeure pour le développement de l'appareil économique. Il suffit de mentionner certaines des plus significatives de ces performances qui, comme on l'a noté dans le texte, commencèrent bientôt à témoigner de l'influence de la *Richesse des Nations*<sup>14</sup>.

Rétrospectivement, Schumpeter regrettait la perte de connaissances qui s'était produit lorsque le centre privilégié de la pensée économique s'est déplacé en Angleterre :

Les auteurs anglais qui commencèrent à s'intéresser à la politique monétaire, autour de 1800 connaissaient fort peu les travaux anglais des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, et encore moins, si ce n'est pas du tout, les travaux des auteurs étrangers de cette époque. Cela montre bien pourquoi l'analyse économique a été retardée dans son développement par ces pertes récurrentes de précédentes accumulations de savoir. En particulier, les économistes ne connaissaient pas Cantillon ni Galiani, et fort peu Steuart<sup>15</sup>.

La perte de connaissances est une thématique récurrente de *l'Histoire de l'analyse économique* de Schumpeter. Une lecture à contre-courant du texte montre que le moment le plus important de perte de connaissances arrive lorsque le centre privilégié de la politique et de la pensée économique s'est délocalisé du 'monde méditerranéen' – au carrefour des civilisations mais possédant une géographie humaine commune qui variait peu dans la durée, comme le décrit Fernand Braudel dans son chef d'œuvre (1973) – vers l'Europe (de l'ouest), qui n'avait joué qu'un rôle périphérique dans l'histoire mondiale jusqu'alors. Ce déplacement spatial coïncide avec une transition entre deux époques de l'histoire moderne. Rétrospectivement, on peut dire que le début de cette ère est resté dans l'ombre de la modernité. Or, les connaissances héritées du début de la période moderne sont vastes et extrêmement riches, avec des racines qui puisent dans des traditions érudites à la fois anciennes

<sup>14</sup> *Ibidem*.

<sup>15</sup> *Ibidem*, p. 438.

et médiévales. Cet héritage avant tout méditerranéen se trouvait bel et bien vivant à l'aube de la modernité, qui commence entre la fin du XVIII<sup>e</sup> et le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Il est donc nécessaire de replacer Beccaria, Galiani et Smith dans ce contexte.

Smith est désigné comme le fondateur de la pensée économique moderne, pourtant son discours est bien différent de celui que l'on trouve dans les publications économiques modernes. En comparaison avec le texte très clair et sobre de David Ricardo intitulé *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), le contraste est encore plus apparent. L'affirmation de Schumpeter que : *La Richesse des Nations* ne contient pas une seule idée, principe ou méthode *analytique* qui fût entièrement nouvelle en 1776<sup>16</sup> » est peut-être vraie dans une certaine mesure, mais quoi qu'il en soit, l'ouvrage sans précédent proposait une grande synthèse coordonnée de pensées venues de toutes part jusqu'alors méconnues en Europe. La question de savoir si le vin de Smith était nouveau ou pas, ou si un mélange des vins existants pouvait rendre n'importe quel vin nouveau, reste à débattre, mais le fait est qu'il l'a mis dans de vieilles outres, ce qui explique qu'il diffère tellement de l'ouvrage de Ricardo, dont les idées fondamentales provenaient de Smith. Ainsi, indépendamment de la continuité dans la présence d'éléments identifiables du contenu, ce changement de forme révolutionnaire est d'une importance clé. *La richesse des nations*, malgré une préférence pour le libre commerce qui fonctionne sur le principe de l'intérêt personnel des individus, ne s'adresse pas à un public lecteur en général comme devrait le faire un texte moderne, mais il s'adresse plutôt au souverain qui est l'ultime législateur, comme le montre manifestement la conclusion de l'ouvrage<sup>17</sup> :

Les critiques de Smith sur l'Économie Politique ne signifient donc pas qu'il se soit distancié de cette matrice et peut critiquer d'un point de vue externe fondé, car lorsque dans ce cas la circulation a disparu de *La richesse des nations* en tant que principe organisateur, on ne peut pas dire qu'il existe une alternative sérieuse pour cette fonction discursive fondamentale. S'étant passé d'un unique principe organisateur, il ne reste que les notions de travail et de 'la main invisible' comme possibilités – or, toutes deux sont en fait outrepassées

16 *Ibidem*, p. 262.

17 SMITH, Adam, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations* (1776), Chicago, The University of Chicago Press, 1976, p. 486.

par l'apparition, dans le dernier Livre, de 'l'homme d'État' dont l'importance à peut-être diminué, mais dont la fonction est néanmoins cruciale<sup>18</sup>.

C'est à cause de cette caractéristique que Schumpeter place son commentaire de Smith dans la sous-partie qui traite des consultants administrateurs. À cet égard, en termes de forme et de style, Smith est le dernier maillon de la chaîne qui relie *Le prince* de Niccolò Machiavelli (distribué une première fois en 1513, puis publié en 1532) aux traités (*nasihatnames*) destinés à conseiller les Sultans ottomans et leurs prédécesseurs récents du Proche-Orient et des empires asiatiques. L'ouvrage de Smith est le point culminant d'une tradition millénaire réfractée à travers une tradition méditerranéenne, essentiellement méconnue mais adoptée commodément et tardivement par l'intelligentsia européenne, même si elle s'en défait assez rapidement afin de se plier aux exigences de la modernité. L'ouvrage antérieur de Galiani, *Della Moneta* (1751), rédigé en Italie et profondément ancré dans la tradition méditerranéenne des débats monétaires, reste un antécédent de Smith en termes de genre et de style, et se termine par un appel – même un éloge – au souverain : « Pourtant ce qui me peine, ce qui m'afflige, c'est de voir que les Royaumes de Naples et de Sicile se redressent grâce à la présence de leur Souverain et que, au même moment, le reste de l'Italie s'affaiblit de jour en jour et décline<sup>19</sup> ».

Indépendamment de son contenu, l'ouvrage suivant de Galiani *Dialogues sur le commerce des bleds* (1770), publié en France, reste un trésor pour les écrits sur l'économie en matière de genre. Le dialogue constitue un choix rare pour les écrits sur l'économie. Le dialogue, qui était généralement un genre populaire pour la philosophie antique – avec le dialogue socratique dont le perfectionnement est associé à Platon –, a survécu jusqu'au début de l'ère moderne en passant par la Renaissance – souvenons-nous du *Dialogue sur les deux grands systèmes du monde* (1632) de Galilée – pour perdre de son ampleur avec la modernité. Le goût moderne

18 Tribe, Keith, « Adam Smith : Critical Theorist ? », *op. cit.*, p. 609-632.

19 Galiani, Ferdinando, *Dialogues sur le commerce des bleds*, Londres, 1770. Livre 5, Chapitre 4, p. 3. Plus tard, en France, Galiani a appris de mieux en mieux comment prendre en compte l'opinion du public éclairé plus sérieusement. Même ainsi, « la vérité exprimée par les sentiments du peuple n'est pas entièrement rationnelle, ni essentiellement le résultat du débat dans la sphère publique, mais naît éventuellement de 'l'instinct' » (Faccarello, Gilbert, « 'Nil Repente!' : Galiani and Necker on Economic Reforms », *The European Journal of the History of Economic Thought*, vol. 1, n° 3, 1994, p. 535-536).



pour l'auctorat et l'autorité a beaucoup influé sur le déclin du dialogue, qui est essentiellement polycentrique, démocratique et à configuration ouverte, du moins en apparence. Si bien que les critiques virulents de la modernité tels Friedrich Nietzsche, reviennent au dialogue, qui s'avère finalement être approprié à leur projet. Néanmoins, le dialogue a été avant tout un genre méditerranéen. Alors que la forme de son ouvrage précédent *Della Moneta* ressemble fortement à celle de *La richesse des nations* de Smith, le fait que Galiani adopte le genre du dialogue pour son deuxième ouvrage majeur doit pouvoir s'expliquer. Une première explication pour ce changement consisterait à dire que Galiani, en tant qu'étranger à vocation diplomatique, trouvait qu'il devait participer plus discrètement au débat sur la législation économique avant tout française. Ainsi, au lieu de faire des propositions législatives explicites, il se peut qu'il ait trouvé plus délicat de représenter différents points de vue<sup>20</sup> par le biais de plusieurs personnages stéréotypés dont les échanges, auxquels s'ajoute un personnage stratégique, représentaient plus directement sa propre position. En outre, avant même de rédiger son ouvrage encouragé par son ami Denis Diderot, Galiani s'était déjà lassé des nombreuses publications sur le sujet, au point où il aurait affirmé que « une pomme de terre vaut mieux que toute théorie<sup>21</sup> ». Au lieu de continuer dans la même voie, il décide sagement de procéder autrement.

Tout cela est peut-être vrai, mais il semblerait qu'il y ait davantage à découvrir. Peu après son arrivée à Paris, Galiani s'introduit dans les salons où il fait la connaissance de beaucoup d'intellectuels et de célébrités<sup>22</sup>. Il fréquente ces cercles en observant le comportement de l'intelligentsia avec attention, en écoutant leurs interminables conversations qui traitent des

20 Comme le note Schumpeter, « [Galiani] donne au Marquis la tâche d'exprimer les opinions populaires » (Schumpeter, Joseph A., *Histoire de l'analyse économique*, *op. cit.*, p. 269). Galiani lui-même est représenté par le Chevalier de Zanobi italien, qui exerce un véritable « monopole de paroles » (Deloche, Régis, « En marge d'un bicentenaire : Galiani et l'apologue », *Revue économique*, vol. 39, n° 6, 1988, p. 1151) et son faire-valoir, le Marquis de Roquemaur, représente probablement son ami parisien le Marquis de Croixmare (Steegmüller, Francis, « The Abbé Galiani : 'The Laughing Philosopher' », *American Scholar*, vol. 57, n° 4, 1988, p. 589-597, p. 594). Il y a ensuite le quatrième personnage, le Président, identifié comme Baudoin de Guemadeuc (Deloche, Régis, « En marge d'un bicentenaire : Galiani et l'apologue », *op. cit.*, p. 1151).

21 Steegmüller, Francis, « The Abbé Galiani : 'The Laughing Philosopher' », *op. cit.*, p. 593.

22 Perrot, Jean-Claude, *Une histoire intellectuelle de l'économie politique*, *op. cit.*, p. 105-106, p. 359-360.

écrits sur la législation céréalière en pleine expansion et très à la mode, et finalement lorsque le moment arrive de s'exprimer sur le sujet par écrit, il ressent l'envie de les imiter, de les parodier et de se moquer d'eux par le biais de l'ancienne forme du dialogue<sup>23</sup>. Le contenu était une question à part, mais la forme finalement choisie reflétait les situations concrètes au cours desquelles la question se débattait constamment<sup>24</sup>. De cette manière, il faisait correspondre la forme parfaitement au contenu, avec une touche d'ironie cependant. Cela est facile à comprendre si l'on se rappelle que Galiani s'était fait remarquer maintes fois dans les cercles parisiens pour son esprit, admiré par Casanova pour ses talents qui rendent « amusant les sujets les plus sérieux », et surnommé le « philosophe rieur » par Sir Edward Gibbon, sans oublier que son ouvrage avait reçu les éloges de Voltaire. C'est comme « si Platon et Molière s'étaient alliés pour rédiger cet œuvre<sup>25</sup> ». Même Turgot, qui pensait que l'ouvrage de Galiani était dangereux, le trouvait tout de même amusant<sup>26</sup>.

Assez parlé de forme, de style et de genre. Pour ce qu'il en est du contenu, la position de Galiani dans la controverse céréalière a été parfaitement résumée. Plutôt modérée, elle associe raisonnablement l'ancien au nouveau et promeut une « stratégie prudente de réforme<sup>27</sup> », très ressemblante à la manière de raisonner et de conseiller de Smith en générale. Surtout, il mêle une approche nomothétique au contexte historique et institutionnel, c'est-à-dire le facteur idiographique :

23 Ce faisant, il a aussi recours à l'apologue, une forme également ancienne (Deloche, Régis, « En marge d'un bicentenaire : Galiani et l'apologue », *op. cit.*) qui déploie une fable à la manière d'Ésope ou La Fontaine afin de transmettre une morale ou de soutenir un argument didactique. L'exemple du marché conclu entre le cheval et l'homme vaut la peine d'être cité : « Le cheval dit à l'homme vous me briderez, vous m'attèlerez, vous me fouetterez, je vous servirai patiemment, mais vous me nourrirez. Voilà le traité. Voulez-vous l'annuler ? Tirez le cheval de l'écurie, laissez-le dans le bois ou dans les champs, il ne vous demandera plus rien, il cherchera de lui-même l'herbe, et la nourriture, mais il ne vous servira plus ». (Galiani, Ferdinando, *Dialogues sur le commerce des bleds*, *op. cit.*, p. 243).

24 « Entre ces trois interlocuteurs, la conversation garde le ton libre et familier d'un entretien de salon » (Deloche, Régis, « En marge d'un bicentenaire : Galiani et l'apologue », *op. cit.*, p. 1151).

25 Steegmuller, Francis, « The Abbé Galiani : 'The Laughing Philosopher' », *op. cit.*, p. 591, 592, 596.

26 Faccarello, Gilbert, « Galiani, Necker and Turgot : A debate on Economic Reform and Policy in Eighteenth-Century France », in Gilbert Faccarello (ed.), *Studies in the History of French Political Economy : From Bodin to Walras*, New York, Routledge, 1998, 160.

27 *Ibidem*, p. 523.

Finalement, il est important de mentionner la théorie de l'équilibre de Galiani et les conséquences politiques qu'il en a tiré. Dans *Dialogues sur le commerce des bleds*, il critique certaines doctrines physiocratiques, en particulier des doctrines du produit net et de l'impôt unique. Il critique aussi la théorie du laissez-faire. Il accepte le point de vue que l'économie tend à [fonctionner selon] un ordre naturel, comme si elle était contrôlée par une 'main divine' ; mais il a introduit une considération dynamique intéressante, en observant que tout ajustement s'accomplirait au long terme. À court terme, des troubles et des mauvais fonctionnements pouvaient se manifester. Mais le court terme pouvait aussi durer longtemps. Ainsi, il y aurait une vaste marge de manœuvre et d'excellentes raisons pour tenter de corriger les troubles et mauvais fonctionnements par la loi. La politique du laissez-faire ne se justifierait pas à court terme. Quoi qu'il en soit Galiani n'admettait pas la possibilité d'établir des critères généraux pour l'intervention de l'État dans l'économie. Les mesures les plus appropriées dépendraient en grande partie de l'époque et du lieu où ils se prenaient<sup>28</sup>.

La reconnaissance de l'importance de tels détails était largement due à la richesse des politiques céréalières traditionnelles en Méditerranée et son vaste répertoire d'instruments politiques que le napolitain Galiani connaissait parfaitement, comme nous le verrons par la suite. Pour cette raison, Galiani appartenait à une tradition intellectuelle habituée à s'adapter aux expériences historiques et aux exigences du milieu institutionnel et à concéder plus l'importance qu'aux théories abstraites<sup>29</sup>.

Déjà en 1765 à Naples, il témoigne des suites immédiates d'une famine. La totalité de son expérience de cet événement a influencé son approche Du débat sur les politiques céréalières :

À son arrivée, Galiani a découvert que Naples et ses environ émergeaient d'une épidémie suite à une famine qui avaient causés des milliers de morts au cours de l'année précédente. Les lettres que Tanucci<sup>30</sup> adressait à Galiani pendant ces événements contenaient des descriptions dramatiques et désespérées du désastre –des dénonciations de profiteurs, de l'inefficacité et l'indifférence des

28 Screpanti, Ernesto et Zamagni, Stefano, *An Outline of the History of Economic Thought*, *op. cit.*, p. 50.

29 « L'abbé Galiani, qui, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'apogée du siècle des Lumières, était incapable de formuler sa propre théorie moderne de l'intérêt sans ressentir le besoin de montrer sa cohérence avec la doctrine de justice 'commutative' et le précepte qui interdit l'usure » (*Ibidem*, p. 18).

30 Le marquis Bernardo Tanucci (1698-1783) : premier ministre originaire de Toscane connu pour l'application d'une gouvernance éclairée (absolutiste) sur le Royaume et les Deux Siciles.

responsables du Bureau des aliments, de l'insensibilité des riches, et il répertoriait aussi ses efforts, toujours vain, d'importer des céréales de l'étranger. À Paris, Galiani avait cherché à expédier des céréales à Naples depuis Marseille, et lorsque cette tentative échoue il ne pouvait qu'envoyer sa sympathie et des suggestions, comme celle d'importer du nord et de cultiver près de Naples des pommes de terre, des navets et d'autres légumes inconnus dans la région<sup>31</sup>.

Au tout début de ses *Dialogues*, Galiani présente formellement la manière dont il a bénéficié de cette expérience personnelle. C'est comme s'il souhaitait attirer l'attention de ses lecteurs sur son témoignage, d'une vérité indéniable, qui ne pouvait être ni négligé ni dissimulé par des raisonnements spéculatifs et abstraits :

LE MARQUIS. – Vous êtes-vous bien amusé en Italie ?

LE CHEVALIER. – Non.

LE MARQUIS. – Hors de Paris point de salut. Votre patrie n'avait plus de charme pour vous ?

LE CHEVALIER. – Ce n'est pas cela ; mais j'ai mal pris mon temps pour le revoir. Je me suis trouvé à Rome lors de la disette. Les nouvelles de Toscane et plus encore celles de Naples augmentaient l'horreur de cette situation. Naples a souffert bien plus qu'une disette. Une famine des plus cruelles a réduit des milliers de malheureux à brouter l'herbe et mourir de faim, et l'épidémie a achevé ce que la famine avait commencé.

LE MARQUIS. – Ce spectacle devait être effrayant, et vous ne l'avez pas vu tranquillement ; mais comme vous êtes homme à tirer du plus grand mal des réflexions toujours utiles pour l'humanité, je vous avouerai franchement que je ne saurais être fâché que vous soyez trouvé à Rome dans cette circonstance. Vous avez une manière de voir qui vous est propre ; vous envisagez les événements tout autrement que la plupart des autres hommes, et je ne doute pas que vous n'avez fait une foule de réflexions sur les causes de ce terrible fléau du Ciel. À quoi l'attribuez-vous ?

LE CHEVALIER. – Aux fautes des hommes<sup>32</sup>.

La différence que pouvait représenter l'erreur humaine augmentait d'autant plus qu'il s'agissait d'une entité géographique stratégique au carrefour d'importantes routes pour le commerce céréalier de longue distance, telle que la Sicile et l'Italie du sud, non seulement à l'époque où l'Empire romain convertit la Méditerranée en mer interne pour l'approvisionnement de Rome en céréales mais aussi à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle

31 Steegmuller, Francis, « The Abbé Galiani : 'The Laughing Philosopher' », *op. cit.*, p. 592.

32 GALIANI, Ferdinando, *Dialogues sur le commerce des bleds*, *op. cit.*, p. 2-3.

lorsque la pression démographique du reste de l'Europe exigeait une commercialisation plus vaste de l'agriculture dans le territoire méditerranéen –où, comme en Espagne, la pression démographique était moindre– en accord avec le commerce céréalier de longue distance attractif qui apporta plus de risques en entraînant la dépendance occasionnelle des produits des marchés internationaux contrôlés par les Hollandais ainsi que du trafic en provenance de l'Empire ottoman<sup>33</sup>. La Sicile a graduellement été éclipsée de son rôle traditionnel en tant que source d'approvisionnement. Entre temps, Naples demeurait une agglomération urbaine considérable selon les critères européens. Assurer l'approvisionnement de Naples au sein de ce terrain critique mais fragmenté politiquement, pouvait se comparer à une reproduction à plus petite échelle de la relation qu'entretenait Istanbul avec les vastes territoires unis sous l'Empire ottoman. Par ailleurs, le prix du blé est une question sur laquelle Galiani réfléchit profondément. Dans une lettre qu'il a écrit à Mme d'Épinay le 22 décembre 1770, il s'exprime ainsi : « Savez-vous bien que si on laisse agir la nature, un sac de blé vaudrait infiniment plus qu'un cordon bleu<sup>34</sup> » Galiani revient au cas exemplaire de Naples :

Le Chevalier : Précisément, et de tout ce qui arriva à Rome et à Naples avec Gênes et Livourne et ensuite avec les bleds d'Angleterre, de Hollande et de Bretagne. Naples, ville de trois cent cinquante mille habitants, en avait cinq cent mille dans l'hiver de mil sept cent soixante-quatre et tous les environs au nombre de six cent autres mille habitants venaient chaque jour à la ville acheter leur pain. Imaginez si des provisions et des mesures prises et calculées sur trois cent cinquante mille consommateurs pouvaient suffire à un million cent mille bouches. Ainsi la loi du prix constant fut enfreinte ; on diminua le poids, on augmenta le prix du pain et l'on n'en souffrit pas moins tout ce que la famine a de plus affreux. Le résultat de tout ce spectacle horrible a été pour moi cette vérité très-simple, c'est que les hommes, tant que vous ne pouvez pas l'empêcher, suivent le pain partout où il est : de sorte que s'il ne restait qu'un pain de quatre livres dans une ville, on y verrait une procession assez curieuse, elle serait à rebours des autres. Le pain irait devant comme la châsse, tous les habitants suivraient deux à deux jusqu'à perte de vue et

33 Aymard, Maurice, « L'approvisionnement des villes de la Méditerranée occidentale (XVI-XVIII siècles) », *Flaran*, n° 5, 1983, p. 165-185 ; Aymard, Maurice, *Venise, Raguse et le commerce de blé dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Sevpen, 1966.

34 Goggi, Gianluigi, « Galiani and England. The 'Dialogues' and their origins », *Dix-huitième siècle*, vol. 26, 1994, p. 308.

accompagneraient ce pain de quatre livres tant qu'on le promènerait, sans chanter, mais en criant toujours qu'on le leur donnât<sup>35</sup>.

Naples était plus peuplée que les villes européennes moyennes mais paraissait petite par rapport à Istanbul. Les conséquences étaient énormes. C'est dans ce contexte qu'il utilise le concept du 'despotisme', mais il est intéressant de noter qu'il en étend le sens :

Voyez, vous verrez qu'à Constantinople, au Caire, à Maroc et partout où règne le despotisme, le soin d'entretenir l'abondance et le bas prix dans les villes est le premier et presque l'unique soin du gouvernement. Il faut approvisionner Stamboul, disent le Grand Vizir et le Caïmacan. Tous les moyens sont bons. Périisse le commerce, languisse la navigation, soit détruite l'agriculture ; n'importe. Voyez de l'autre les soins modiques, le peu d'embarras des républiques, véritablement telles, sur ce même article. Je dis les véritables républiques, car les aristocratiques sont pour l'ordinaire d'un despotisme aussi durs et aussi méfiant que le despotisme Oriental<sup>36</sup>.

Selon G. Goggi, ce que Galiani fait dans son livre est de créer un circuit<sup>37</sup> : d'abord analyser les émeutes anglaises à partir des observations qu'il fait à propos de la situation française ensuite, utiliser ces analyses pour enfin prédire ce qui va se passer en France en automne 1768 tout en gardant une question en tête : quelles sont les ressemblances entre le cas anglais et le cas français ? Si l'exportation libre de blé est avantageuse pour l'Angleterre sera-t-elle avantageuse aussi pour la France ? Pourtant, selon Galiani, tous les pays agricoles tels l'Empire ottoman, la Pologne ainsi que beaucoup d'autres pays européens étaient condamnés à être en mauvais état car ils n'avaient aucun secteur économique compensatoire sur lequel ils pouvaient compter. La France aurait continué de figurer dans ce même groupe si Colbert n'avait pas encouragé le développement de manufactures qui lui a épargné ce malheur<sup>38</sup>. La conception de Galiani d'une Europe qui inclut l'Empire ottoman ainsi que sa suggestion concernant le destin de la France si le jugement des hommes n'avait pas choisi la bonne politique, doivent être soulignées. La ligne de démarcation était très perméable. Lorsque Galiani regroupait les pays,

35 Galiani, Ferdinando, *Dialogues sur le commerce des bleds*, *op. cit.*, p. 55-56.

36 *Ibidem*, p. 246.

37 Goggi, Gianluigi, « Galiani and England. The 'Dialogues' and their origins », *op. cit.*, p. 316.

38 Galiani, Ferdinando, *Dialogues sur le commerce des bleds*, *op. cit.*, p. 115.

il le faisait par rapport à leur taille, une catégorie de grande importance pour ses classifications, de même que pour Braudel :

Au reste j'allais déjà vous dire qu'il y a deux sortes de pays agricoles. Ceux qui ont un terrain circonscrit, tel que la Sicile, La Sardaigne, la Grande-Bretagne etc., et d'autres qui en ont un plus vaste et qu'on pourrait appeler indéfini, telle que la Russie, la Turquie, les colonies de L'Amérique etc. Par cette seule différence, ces deux espèces de pays exigent deux législations différentes<sup>39</sup>.

Loin d'être aveuglé par des divisions de type binaire, Galiani était ouvert à l'idée d'évaluer toute chose « orientale » ou méditerranéenne à part entière. Au contraire de ceux qui considéraient que les boulangeries étaient les héros des temps modernes, son évaluation de la logique des pratiques traditionnelles de fabrication du pain à la maison et des vertus de la céréale turc montre son ouverture d'esprit :

Le peuple mon héros fait ce qu'il fait, et pourquoi ; il sait combien on gagne de vitesse et de force à diminuer d'une roue une machine. J'ajouterai encore que la culture du bled de la Turquie a pris faveur dans les pays méridionaux ; parce qu'on y épargne la mouture et la boulangerie. On se contente de le broyer et ensuite de le cuire dans l'eau et d'en faire la polenta ; par cette épargne seule à la vérité très-considérable, nous devons à cette plante Américaine la diminution des famines, et l'on observe constamment que dans les pays où le bled de Turquie est fort en usage, l'agriculteur est considérablement plus riche qu'ailleurs. Dans la Lombardie sous quatre gouvernements différents, l'agriculteur est à son aise. En Sicile, en Sardaigne, dans les Pouilles et dans la campagne de Rome il est pauvre, et cette différence ne tire assurément pas son origine de la faute du gouvernement, échappatoire ordinaire des mauvais raisonneurs en fait de politique<sup>40</sup>.

Galiani classait les pays en termes de politiques et de leurs conséquences, non pas en termes de ses préjugés. C'est tout à son honneur, mais cela reflète aussi une tradition de vision englobante pan-méditerranéenne qui était étrangère à l'Europe en développement :

Au reste écrivez en lettres capitales sur la porte du commerce des bleds, le profit est à celui qui le transporte. Tout est absorbé par les risques et les peines de l'achat, du transport, du débit dans ce commerce, et voyez combien cette vérité est grande, importante et sûre. La Pologne, la Turquie, la Barbarie,

39 *Ibidem*, p. 155.

40 *Ibidem*, p. 199-200.

la Sicile ont de tout temps vendu des bleds à l'étranger, mais parce qu'ils en ont laissé faire le transport aux bâtiments des autres nations, jamais ils n'ont pu former une marine ; le pays est resté pauvre, misérable, et ce qui est plus remarquable, mais qui ne m'étonne point, toujours le bled y est resté à un très bas prix, le pays sans argent, sans circulation, le cultivateur dans l'indigence<sup>41</sup>.

Lorsqu'il s'agit de la Méditerranée, il est impossible de procéder sans rendre hommage au leg de Braudel. Cependant, Braudel est plein de surprises. Son ouvrage *La Méditerranée*, qui a changé entre sa première et sa seconde édition, a été une œuvre pionnière. Or, la conception de la Méditerranée ainsi que le schéma tripartite avec la vie matérielle (en bas), l'économie de marché (au centre), et le capitalisme (en haut), atteignent leur pleine expression dans son deuxième chef d'œuvre, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme : XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*. À tort, bien que cela puisse paraître logique, les spécialistes de la Méditerranée trouvent leur inspiration exclusivement dans *La Méditerranée*, et passent ainsi à côté de ces trois livres qui pourraient leur être d'une grande importance. De même, les deux premiers endroits où l'on pourrait rechercher des indices que Braudel se soit inspiré de Galiani seraient entre les pages de *La Méditerranée*, car il y est largement question des céréales et parce que Galiani lui-même est méditerranéen, ou encore dans sa trilogie posthume *L'identité de la France* (1986), car la controverse céréalière à laquelle Galiani réagissait – en apportant son expérience et son savoir entièrement méditerranéens – s'est produite dans un contexte essentiellement français. Étonnamment, il n'y a aucune référence à Galiani dans *La Méditerranée*, probablement parce que Braudel n'avait pas pris connaissance de son travail à l'époque où il rédigeait et éditait cet ouvrage. Galiani n'est pas non plus mentionné dans *L'identité de la France*, peut-être parce que ce n'était qu'une première ébauche. Le contraste est frappant entre son premier et son dernier grand projet, et sa trilogie intermédiaire *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, qui possède un niveau de maîtrise des détails et une force analytique qui laissent peu à désirer. Curieusement, c'est dans cette œuvre que Braudel révèle sa dette envers Galiani. La partie qui clôture son analyse vaut la peine d'être citée longuement :

41 *Ibidem*, p. 217.



Mais dans un tout autre langage, l'abbé Galiani (1728-1787), un bon siècle plus tôt, signale la même cassure économique et, non moins, humaine. Dans ses *Dialogues sur le commerce des bleds* (1770), il lance, contre les physiocrates, cette idée scandaleuse que le commerce du blé ne peut faire la richesse d'un pays. Et voici sa démonstration : « Non seulement le blé est la denrée qui vaut le moins en proportion du poids et de la place qu'il occupe », donc coûteux à transporter ; non seulement il est périssable, détruit par les insectes et les rats, difficile à conserver ; non seulement il s'avise de venir au monde au milieu de l'été » et doit être livré au commerce dans la saison la plus contraire », celle des mers démontées et des chemins impraticables de l'hiver, mais le pire est que le bled vient partout. Aucun royaume n'en est privé ». Aucun royaume n'en a la prérogative. Comparez à l'huile et au vin, produits des climats chauds : Leur commerce [est] sûr, constant, réglé. La Provence vendra toujours ses huiles à la Normandie [...] Tous les ans on en fera la demande d'un côté et le débit de l'autre ; cela ne saurait changer [...] Les vrais trésors de la France, en fait de production du sol, sont les vins et les huiles. Tout le Nord en a besoin et tout le Nord n'en produit point. Alors le commerce s'établit, creuse son canal, cesse d'être une spéculation et devient routine. » Quand il s'agit de blé, aucune régularité n'est à attendre ; on ne sait jamais où surgira la demande, ni qui pourrait y pourvoir, ni si l'on n'arrivera pas trop tard, après qu'un autre ait déjà pourvu aux besoins. Les risques sont grands. Voilà pourquoi de petit marchands faibles en moyens » peuvent faire le commerce de l'huile ou du vin avec profit ; il est même plus lucratif s'il est fait en petit. L'économie, la probité le font prospérer [...] Mais pour le commerce [en grand] des bleds, il faut chercher les mains les plus puissantes et les bras les plus longs de tout le corps des commerçants ». Seuls ces puissants sont informés ; seuls ils peuvent courir des risques et comme la vue du risque fait élarger la foule, les voilà monopoleurs, avec profits en proportion du risque ». Telle est la situation du commerce extérieur des bleds ». Sur le plan intérieur, entre les diverses provinces de la France par exemple, les irrégularités des récoltes selon les lieux permettent aussi une certains spéculation, mais sans les mêmes profits. On l'abandonne aux rouliers, aux meuniers et aux boulangers qui la font très en petit par eux-mêmes et pour leur compte. Ainsi [alors que] le commerce extérieur [...] des bleds est trop vaste et tellement [...] risquable et difficile qu'il engendre par sa nature même le monopole, le commerce intérieur fait de proche en proche est au contraire trop petit. » Il passe par trop de mains et ne laisse à chacun qu'un médiocre bénéfice. Ainsi, même le blé, marchandise omniprésente en Europe, se sépare, sans erreur possible, selon le schéma qui retient notre attention : il est autoconsommation et se situe au rez-de-chaussée de la vie matérielle ; il est commerce régulier à petite distance, des greniers habituels jusqu'à la ville proche qui a sur eux une supériorité de situation » ; il est commerce irrégulier et parfois spéculatif de province à province ; il est enfin sur de longues distances, lors des crises aiguës et répétés des disettes, l'objet des vives spéculations du très grand commerce. Et chaque fois on

change d'étage à l'intérieur de la société marchande : ce sont d'autres acteurs, d'autres agents économiques qui interviennent<sup>42</sup>.

Braudel propose donc une lecture approfondie du texte de Galiani pour illustrer son schéma tripartite, choisissant souvent de lui laisser la parole au lieu de le paraphraser. Grâce à l'attention qu'il prête à la géographie – un champ où sont rendus visibles les longs processus de changements historiques– et aussi aux irrégularités implantées dans les mouvements cycliques et réguliers au sein du contexte méditerranéen, l'analyse de Galiani fournit la chair et les muscles qui raffermissent l'ossature du cadre analytique de Braudel. Or, Braudel et Galiani sont précédés par un célèbre intellectuel musulman du XIV<sup>e</sup> siècle, Ibn Khaldun (1332-1406), dont la pensée a également été profondément influencée par la vie sociale et politique de la Méditerranée. Né à Tunis au début d'un siècle turbulent, Ibn Khaldun parcourt considérablement la Méditerranée, d'est en ouest, mais aussi du nord au sud. Sa connaissance de la Méditerranée en tant qu'espace culturel et environnemental est fondée sur des expériences propres de déplacements de part et d'autre de la mer. Pour reprendre les mots de l'historien français Fernand Braudel :

' La Méditerranée tout entière consiste en un mouvement dans l'espace '. Il était essentiel pour les pouvoirs situés aux bords de la Méditerranée de contrôler, encourager et tirer profit de ce mouvement d'un bout à l'autre, ou à travers de cet espace. Ibn Khaldun se rend très bien compte de l'importance de la Méditerranée. Il se déplaçait régulièrement sur la Méditerranée et connaissait parfaitement ses ports maritimes, la nature de ses courants et ses dangers potentiels, surtout après à la mort de sa famille suite à un naufrage dans les eaux redoutables et imprévisibles entre Tunis et le Caire<sup>43</sup>.

Les recherches menées par Ibn Khaldun pour expliquer et généraliser incorporent aussi la géographie. C'est grâce à son intérêt pour la géographie qu'il distingue les caractéristiques essentielles « de l'organisation sociale de ces caractéristiques accidentelles » et qu'il explore les schémas universels et cycliques de la vie politique et économique. En réalité, la division de la Méditerranée de Braudel en trois parties, la structure

42 Braudel, Fernand, *Les Jeux de l'Échange, Civilisation Matérielle, économie et capitalisme, xv<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècle*, tome 2, Arman Colin, 1979, p. 404-405.

43 Fromherz, Allen James, *Ibn Khaldun : Life and Times*, Edinburgh University Press, 2011, p. 20.

environnementale, la conjoncture sociale et le récit des événements, rappelle la distinction faite par Aristote, ensuite Omar Khayyâm puis Ibn Khaldun entre « les essences », « les accidents », et « les événements insignifiants racontés aux foules<sup>44</sup> ». Dans l'analyse stratifiée effectuée par Ibn Khaldun de la structure sociale, le lent changement (structurel) des fondements de la vie quotidienne interagit avec les processus cycliques de la civilisation, notamment les sphères politique et économique. Curieusement, il n'y a aucune référence à Ibn Khaldun dans les chefs-d'œuvre de Braudel, *La Méditerranée* et *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*<sup>45</sup>. Rétrospectivement, bien après l'apogée de l'influence exercée sur la recherche en histoire par l'école des annales, sa méthode « structuraliste » a amené les chercheurs à considérer Ibn Khaldun comme un précurseur des historiens de l'école des annales<sup>46</sup>. Néanmoins, la tentative des annales de développer « une histoire totale », quoique tardivement, ouvre la voie pour l'appréciation des travaux d'Ibn Khaldun en tant que travaux historiques.

Pour la majorité des historiens qui sont intéressés par l'histoire purement factuelle au XIX<sup>e</sup> ou au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'importance qu'Ibn Khaldun accorde aux structures sociales semble être la marque d'un philosophe plutôt que celle d'un écrivain dont la conception inhabituellement riche de l'histoire est avant tout « scientifique<sup>47</sup> ». Emboitant le pas à Braudel dans sa tentative d'écrire « une histoire totale », mais le dépassant dans son effort d'étendre la perspective d'un système holiste du monde qui incluait l'Asie avant l'Europe, c'est André Gunder Frank<sup>48</sup> qui considère qu'Ibn Khaldun est un des historiens arabes à avoir écrit une histoire du monde réellement Afro-Eurasienne. Dans les travaux de Frank, Ibn Khaldun démontre « une perspective mondiale » dans son analyse de La richesse des

44 Dale, Stephen Frederic, « Ibn Khaldun : The Last Greek and the First Annalist Historian », *International Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 38, n° 3, 2006, p. 445.

45 Dans son travail ultérieur, *L'identité de la France : Les hommes et les choses* (1986), Braudel mentionne Ibn Khaldun mais seulement en se référant à l'un de ses écrits factuels en marge de sa thèse.

46 Dale, Stephen Frederic, « Ibn Khaldun : The Last Greek and the First Annalist Historian », *op. cit.*

47 Lacoste, Yves, *Ibn Khaldun : The Birth of History and the Past of the Third World*, London, Verso, 1984, p. 7.

48 Frank, Andre Gunder, *Orient : Global economy in the Asian age*, Berkeley, University of California Press, 1998, p. 2.

nations avant et pendant cette époque, qui a ensuite été étouffée par la montée de l'historiographie eurocentrique<sup>49</sup>.

Alors qu'Ibn Khaldun ne figure pas dans l'analyse de Braudel malgré le fait qu'ils mettent tous deux l'accent sur la géographie méditerranéenne et sa pertinence pour leur méthodologie structuraliste stratifiée, ce dernier apparaît néanmoins dans l'*Histoire de l'analyse économique* de Schumpeter dès les années 1950. Schumpeter mentionne Ibn Khaldun à deux reprises. D'abord, dans la partie sur « les docteurs universitaires et les philosophes » en tant que représentant du champ de la sociologie historique d'une production considérable<sup>50</sup>. Ensuite, dans la partie sur quelques développements dans des « disciplines voisines<sup>51</sup> », en tant que pionnier en matière de « sociologie ethnologique » qui a réussi à associer la géographie humaine à la matière de la sociologie historique. Or, sa connaissance du travail d'Ibn Khaldun semble avoir été limitée, comme il l'admet lui-même (car tout ce que je sais<sup>52</sup>), car dans le cas contraire, il se serait sûrement attardé sur le travail d'Ibn Khaldun sur la « sociologie fiscale », une question qui était centrale pour Schumpeter<sup>53</sup>.

Le point de vue d'Ibn Khaldun sur l'État, une institution « naturelle et nécessaire », est conforme à la pensée politique de l'Islam médiéval<sup>54</sup> et le sépare des intellectuels musulmans antérieurs, qui privilégiaient la sphère domestique, dénommée ilm-i tadbir al-manzil, dont on pouvait retrouver la trace dans la tradition grecque de l'économie du foyer (ou *oekonomia*).

Une large partie de ses écrits est consacrée aux questions législatives, notamment aux impôts et aux problèmes urbains tels la famine ou la pression démographique<sup>55</sup>, ce qui leur aurait valu d'être placés dans la catégorie des écrits de consultants administrateurs, à l'instar des écrits de Galiani dans la classification de Schumpeter. Cependant, l'intérêt marqué d'Ibn Khaldun pour la recherche de processus universels rend

49 *Ibidem*, p. 10.

50 Schumpeter, Joseph A., *History of Economic Analysis*, *op. cit.*, p. 132.

51 *Ibidem*, p. 755.

52 *Ibidem*, p. 132.

53 Andic, Fuat M. et Andic, Suphan, *An Exploration into Fiscal Sociology : Ibn Khaldun, Schumpeter, and Public Choice*, *Finanz-Archiv/Public Finance Analysis*, 1985, p. 454-469.

54 Rosenthal, Erwin I. J., *Political Thought in Medieval Islam* (1958), Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 84.

55 Ibn Khaldun, *The Muqaddimah* (1377), Trans. Franz Rosenthal, Princeton, Princeton University Press, 1989, 1, p. 64-65, 2, p. 89-92; 2, p. 95, 136-137.

le contenu de son analyse fondamentalement différente de celle de Galiani, dont la perspective était explicitement axée sur la législation. À l'image de Giambattista Vico (1668-1744), un autre contemporain de Galiani, Ibn Khaldun souhaite comprendre les règles universelles de la politique et de la nature humaine. Tandis que l'analyse d'Ibn Khaldun est centrée sur la connaissance de l'environnement géographique et la manière dont celle-ci façonne diverses cultures politiques et économiques, ses commentaires en matière de législation politique sont beaucoup moins détaillés et mettent moins l'accent sur l'importance du lieu et de l'époque pour expliquer la nature de ce qu'il considère être de « bonnes politiques ». Un autre spécialiste de l'Islam médiéval, Ibn Taymiyya (1263-1328), né de l'autre côté de la Méditerranée à Harran, fait preuve d'une approche relativiste qui rappelle celle de Galiani et ses prescriptions pour de bonnes politiques.

La théologie d'Ibn Taymiyya préconise la stricte obéissance à la loi islamique, ce qui a eu une importante influence sur le réveil fondamentaliste de nos jours. Jusqu'à récemment, le lien avec le fondamentalisme avait empêché une appréciation des aspects analytiques de son travail. Ibn Taymiyya, qui étudiait et enseignait la jurisprudence islamique dans la région agitée de l'Est méditerranéen, a produit un corpus textuel d'analyse économique comparable aux productions scolastiques du monde chrétien. Il utilise la raison et la révélation dans son interprétation de la loi<sup>56</sup> pour essayer de mettre en relation les textes sacrés et les problèmes économiques concrets de son époque. D'après Baeck<sup>57</sup>, son analyse de l'offre et de la demande atteint presque une symbiose des développements ultérieurs entre les théories de la « valeur objective et subjective ». Sa capacité d'évaluation de l'activité économique et du rôle des politiques économiques dans le contexte de l'époque reste, de notre point de vue, une des plus importantes. Le refus d'Ibn Taymiyya de prescrire des règles générales en politique économique est manifeste très clairement dans son analyse de ce qui constitue un prix juste.

56 Rapoport, Yossef, « Ibn Taymiyya's Radical Legal Thought : Rationalism, Pluralism and the Primacy of Intention », in Yossef Rapoport and Shahab Ahmad (eds.), *Ibn Taymiyya and His Times*, Karachi, Oxford University Press, 2010; Özervarli, M. Sait, « The Quoranic Rational Theology of Ibn Taymiyya and his Criticism of the Mutakallimin », in *Ibn Taymiyya and His Times*, op. cit.

57 Baeck, Louis, *The Mediterranean Tradition in Economic Thought*, London, Routledge, 1994, p. 103.

Ibn Taymiyya donne cette définition du « juste prix » : taux auquel les personnes vendent leurs biens et la somme acceptée en échange comme équivalent et pour d'autres biens semblables à un moment et en un lieu particulier<sup>58</sup> ». L'idée de prix « communément acceptés » ou « habituels » est aussi évidente dans la partie où il explique comment la valeur de compensation doit être fixée pour les biens confisqués par voie légale. Lorsqu'une personne se trouve dans l'obligation de vendre ses biens pour quelque raison, le prix qu'elle recevra –le prix de compensation (‘iwa al-mithl) –, doit être équivalent au prix habituel de l'objet en question, c'est-à-dire le prix couramment en vigueur (‘urf), pour être juste<sup>59</sup>. La définition du juste prix par rapport au prix habituel pourrait conduire à la mauvaise interprétation qu'Ibn Taymiyya approuve la notion de « prix de marché » qui s'affranchit des institutions, telle qu'elle est présentée dans les manuels d'économie contemporains. Or, si l'on considère cette définition en rapport avec la totalité de ses écrits, il est clair que son interprétation du juste prix repose sur une « fixation des actes économiques » où leur est attribué un sens institutionnel<sup>60</sup>. Non seulement les idéaux « d'échange équivalent » et de « juste profit » circonscrivent les actions des individus, mais ils déterminent aussi la responsabilité des autorités politiques dans la fixation des prix. Son argumentation sur le juste prix se déroule de la manière suivante :

Si les personnes gèrent leurs marchandises de manière communément acceptée (al-wajh al-marf) sans injustice de leur part et que le prix augmente à cause d'une pénurie de produits ou une augmentation de la population, alors celle-ci [l'augmentation de prix] provient de Dieu. Dans ces cas, forcer les vendeurs à pratiquer des prix particuliers est une pression injuste (ikrh bi- ghayr haqq)<sup>61</sup>.

Ibn Taymiyya souligne en premier lieu que le juste prix peut fluctuer et qu'il n'y a aucun besoin de fixer les prix lorsque les personnes

58 Ibn Taymiyya, *Majmu' al-Fatawa*, vol. 29, Riyadh, Matabi al-Riyad, 1963-1964, p. 344-345.

59 *Ibidem*, p. 521.

60 Nash, Jeffrey E. et Calónico James M., *Institutions in Modern Society : Meanings, Forms, and Character Dix Hills*, New York, General Hall, 1993, p. 141. Nash et Calónico soulignent que « les actes que nous reconnaissons comme économiques ont un sens institutionnel chaque fois que leur interprétation peut être formée par un ou plusieurs des principes suivants : (1) l'idéal de l'échange équitable ; (2) l'idéal du profit ; (3) la fusion de la propriété et de l'identité de soi ; et (4) l'extension de la propriété [lié à un] investissement et l'acquisition de compétences monétaires manipulatrices ».

61 Ibn Taymiyya, *Al-Ḥisba fī'l-Islām*, Cairo, Dar al-Sha'b, 1976, p. 24-25.

vendent leurs produits au « prix communément accepté » et « sans injustice ». L'insistance sur la liberté de contraintes de tarification suit la lignée du principe d'échange par consentement mutuel présent dans les textes qui font autorité à la fois dans la tradition islamique et la pensée scolastique chrétienne<sup>62</sup>. Cependant, les énoncés conditionnels révèlent une différence entre le « juste prix » et le « prix du marché » et fournissent les fondements pour une justification du contrôle des prix qu'il élabore dans d'autres écrits. Selon Ibn Taymiyya, les conditions d'échange peuvent signifier une contrainte (zulum<sup>63</sup>) malgré l'existence de consentement mutuel au niveau formel. En se fondant sur la notion de contrainte, il argumente que le contrôle des prix était nécessaire et légitime dans certaines conditions :

Un commerçant ne devrait pas faire payer une personne qui n'est pas informée (mustarsil) un prix plus élevé que celui qu'il demande aux autres. De même avec une personne qui ne trouve ce dont elle a besoin que chez un seul vendeur (muḏṭarr), le vendeur doit faire payer le prix équivalent au prix qu'il demanderait d'une personne sans contraintes [...]. Il est cependant de son droit de lui faire payer le prix habituel<sup>64</sup>.

L'idée que le besoin signifie une contrainte dans les échanges économiques remonte à Thomas d'Aquin, qui affirme que vendre un objet à un prix excessif lorsqu'un acheteur est dans le besoin représente une forme de violence<sup>65</sup>. Les scolastiques chrétiens réitèrent cette idée

62 Le Coran ordonne que les échanges soient fondés sur le consentement mutuel. « Commerçants ! Ne dévorez pas les possessions de l'un l'autre injustement ; à la place, que le commerce soit par consentement mutuel ». De même, une des sources primaires pour la jurisprudence chrétienne, la loi romaine, stipule que *rerum suarum quilibet est moderator et arbiter* (chacun est modérateur et arbitre de ses propres affaires). En d'autres mots, une chose vaut autant que la somme pour laquelle elle peut se vendre dans l'absence de force, de fraude ou de tromperie. [Même si] démontre que cette maxime a été modifiée par des juristes chrétiens au fil du temps. (Langholm, Odd, *The Legacy of Scholasticism in Economic Thought : Antecedents of Choice and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 78-82).

63 Le mot zulum signifie « agir de façon à transgresser la limite acceptable et empiéter sur les droits d'autrui ». Il est fréquemment utilisé comme antonyme de 'adl (justice).

64 Ibn Taymiyya, *Majmu' al-Fatawa*, op. cit., p. 165. Le terme mustarsil dans ce contexte est traduit par Islahi « une personne qui n'est pas informée du prix de marché prédominant ». Voir Islahi, Abdul Azim, *Economic Concepts of Ibn Taimiyah*, Leicester, Islamic Foundation, 1988, p. 272.

65 Langholm, Odd, *The Legacy of Scholasticism in Economic Thought : Antecedents of Choice and Power*, op. cit., p. 77.

ultérieurement : une personne qui a inévitablement besoin d'un produit serait prête à payer n'importe quel prix demandé. Ainsi, dans le cas d'un besoin essentiel vital, il peut se produire un échange – qui peut paraître volontaire –, car une des parties craint de perdre ses moyens de subsistance. D'après la pensée scolastique du bas Moyen-Âge, l'élément de crainte pourrait signifier une contrainte car ceux qui sont dans le besoin consentent contre « leur plein gré<sup>66</sup> ».

Ibn Taymiyya associe cette vision de la contrainte avec son interprétation contextualisée des textes sacrés pour justifier le contrôle des prix sous certaines conditions. Fondé sur un hadith en particulier où l'on peut lire une citation du Prophète qui dit que Dieu décide « des prix<sup>67</sup> », certains érudits musulmans de l'époque médiévale argumentaient pour l'absence de contrôle des prix. Des spécialistes contemporains pensent aussi que ce hadith serait derrière l'aversion de l'Islam à l'intrusion dans la propriété ou dans les prix des marchandises mises sur le marché par des entités privées. Par contre, Ibn Taymiyya interprète le hadith d'une autre manière, et met l'accent sur les spécificités de temps et de lieu nécessaires pour la création de politiques appropriées. Selon son argumentation, le hadith n'insinue pas que le contrôle officiel des prix soit catégoriquement interdit par l'Islam. Le fait que le Prophète n'intervienne pas sur les prix reflète certaines conditions historiques et géographiques spécifiques et non une aversion absolue pour l'intervention. Lorsque des personnes ont réclamé le contrôle des prix à Médine, c'est parce qu'ils succombaient à la famine. Dans ce cas, argumente-t-il, les céréales étaient importées et fixer les prix n'aurait aucun sens<sup>68</sup>. Cependant, ces conditions ne s'appliquent pas forcément ailleurs. Une telle interprétation du hadith indique que la préoccupation pour le bien public, liée au bien-être du consommateur urbain dans cet exemple, agissait comme un élément implicite pour justifier l'intervention ponctuelle du gouvernement. D'autres intellectuels musulmans défendaient le contrôle des prix en

66 *Ibidem*, p. 82.

67 Selon un hadith bien connu, pendant une période de prix élevés certains acheteurs ont demandé au Prophète de fixer un prix. Il a refusé en affirmant que « Dieu est Celui qui définit le prix, retire, étend et pourvoit. Et j'espère rencontrer mon Seigneur sans que personne d'entre vous n'ait de grief contre moi dans le sang et l'argent » (traduite par Essid, Yassine, *A Critique of the Origins of Islamic Economic Thought*, New York, E. J. Brill, 1995, p. 152.

68 Ibn Taymiyya, *Al-Ḥisba fī'l-Islām*, Cairo, Dar al-Sha'b, 1976.



soulignant le caractère exceptionnel du commerce céréalier puisque les céréales représentaient le moyen de subsistance primaire pour la majorité de la population<sup>69</sup>.

Bien après Ibn Taymiyya, une vision du juste prix en tant qu'estimation habituelle, conforme au souci préindustriel pour les idéaux sociétaux d'échange et de profit, continue à prévaloir et à justifier le contrôle des prix. Depuis l'époque d'Ibn Taymiyya jusqu'à celle des scolastiques de la péninsule ibérique, il existe une ligne de pensée au sein de la tradition méditerranéenne de la pensée économique qui attribue la plus grande importance aux conséquences politiques spécifiquement liées aux spécificités de temps et de lieu. La politique céréalière défendue par Galiani en réponse à l'argument des physiocrates pour la libéralisation du commerce céréalier domestique doit aussi être replacée dans le contexte de cette tradition méditerranéenne. Alors que la manière dont le contexte de l'économie politique du XVIII<sup>e</sup> siècle a influencé les débats céréaliers en Europe est bien connue dans l'histoire de la pensée économique, il y a peu d'informations sur les débats semblables qui se déroulaient à l'est de la Méditerranée à la même période. Cette dernière partie se penche sur les débats politiques avec des références spécifiques à l'Empire ottoman pour établir les points communs entre les soucis intellectuels et pratiques pour l'approvisionnement dans le contexte du début de la période moderne.

Dès le début des années 1760, les arguments pour la libéralisation des marchés céréaliers ont eu un impact majeur dans les cercles intellectuels européens. Les physiocrates sont en faveur de « la liberté », car pour eux l'unique remède à la disette est dans la liberté même. La disette est la conséquence d'une « liberté encore imparfaite<sup>70</sup> ». Goggi affirme qu'en Mars, Galiani est en faveur de la liberté du commerce des blés mais en novembre, il change d'avis<sup>71</sup>. En France, Galiani est à l'origine d'une des plus fortes critiques contre les arguments des physiocrates pour le libre commerce. En Espagne, ce sont les fonctionnaires de haut rang tel Tomás de Anzano qui attaquent les arguments en faveur de la libéralisation du

69 Sabra, Adam, « 'Prices Are in God's Hands' : the Theory and Practice of Price Control in the Medieval Islamic World » Michael Bonner, Mine Ener et Amy Singer (eds.), *Poverty and Charity in Middle Eastern Contexts*, Albany, SUNY, 2003, p. 75, 78.

70 Goggi, Gianluigi, « Galiani and England. The 'Dialogues' and their origins », *op. cit.*, p. 301-302.

71 *Ibidem*, p. 309-310.

commerce céréalier, soutenues par les célèbres réformateurs Bourbon, Campomanes et Jovellanos<sup>72</sup>. Dans le cas de l'Espagne, les influences intellectuelles des physiocrates d'un côté et de leurs opposants de l'autre sont visibles par le volume important de traductions du français et de l'italien vers l'espagnol. Par exemple, Anzano adopte plusieurs idées de ses contemporains qui critiquent la libéralisation, dont celles de Galiani, mais il s'inspire aussi de la pensée scolastique du bas Moyen-Âge pour souligner l'idée que ce qui est bon pour un certain pays pourrait être « défavorable pour l'Espagne<sup>73</sup> ».

Pour l'Empire ottoman, la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle est marquée par l'émergence d'arguments critiques envers les institutions traditionnelles d'approvisionnement, notamment les « achats d'État » et le contrôle des prix. Bien que les influences exercées sur les fonctionnaires ottomans ne soient pas aussi évidentes à repérer qu'en Méditerranée de l'Ouest, l'intérêt croissant des réformateurs ottomans pour la productivité agricole et la manière dont celle-ci allait marquer leurs propositions politiques pour les marchés céréaliers révèle les pressions physiocratiques de l'époque.

Le système ottoman d'approvisionnement en grain dépendait de deux éléments clés : les achats obligatoires et les contrôles des prix. Un tarif *miri* (officiel) était utilisé pour les transactions imposées entre les régions de production céréalière et le gouvernement. Le *rayic* – littéralement « le prix courant » – était un autre type de tarif fixé dans le commerce céréalier qui devait s'ajuster en fonction des conditions de l'offre. Selon les documents officiels, le tarif *rayic* devait être fixé par négociation et consentement mutuel entre les céréaliers et les marchands. Or, du fait que les céréaliers ne pouvaient que vendre aux agents autorisés par le gouvernement central, ce principe était invalidé dans la pratique<sup>74</sup>.

Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les législateurs ottomans mettent de plus en plus l'accent sur les bénéfices liés aux prix plus hauts et adoptent une attitude moins répressive à l'égard du contrôle des prix. Dans un rapport au Sultan Selim III daté de 1792, le chef du département des finances

72 Usoz, Javier et Zabalza, Juan, *Political economy and the mirror of 'otherness' : moral and foreign political models in the works of the Spanish economist T. Anzano (1768-1795)*, EUT Edizioni Università di Trieste, 2011, p. 186.

73 *Ibidem*, p. 186.

74 Ağır, Seven, « The Evolution of Grain Policy : The Ottoman Experience », *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 43, n° 4, 2013, p. 571-598, p. 577.

Mehmet Şerif Efendi suggère que l'abandon de la pratique de l'achat public du marché céréalier pourrait renforcer les liens entre l'Empire central et les provinces productrices, et stimuler ainsi la production agricole<sup>75</sup>. L'importance accordée par Şerif Efendi aux liens commerciaux libres entre les provinces et l'État pour le développement de l'agriculture est remarquablement semblable à l'idée physiocratique que le libre commerce national répercuterait positivement sur la production agricole. De même, le lien entre politique tarifaire et production agricole a été souligné par Ebubekir Ratib Efendi, qui était ambassadeur à Vienne en 1791 avant de prendre la tête de l'Administration des céréales. Après une description de l'état lamentable de l'agriculture dans les régions ottomanes, Ratib Efendi explique la manière dont le libre commerce céréalier garantit l'abondance agricole en Autriche et la facilité avec laquelle les agents de l'État peuvent se procurer des produits et collecter les impôts grâce au bien-être des sujets et à la liberté qu'ils expérimentent dans l'utilisation de leurs marchandises<sup>76</sup>.

Néanmoins, pour la majorité des réformateurs ottomans, dont ceux qui critiquaient les vices du système d'achat public, une libéralisation complète ne représentait une politique ni viable, ni juste. À cet égard, les justifications avancées par les réformes ottomanes pour que certains aspects de la politique d'approvisionnement restent en place révèlent une inquiétude semblable à celle de Galiani qui considérait que les céréales étaient une denrée de subsistance pouvant avoir des conséquences évidentes pour ce qui est du bien-être et de la justice, selon la pensée scolastique. Par exemple, Tatarcıkzade Abdullah Efendi (d. 1797), qui est un des fonctionnaires haut placés du système judiciaire ottoman et un fervent critique du système d'achat public traditionnel, consacre pourtant des paragraphes entiers à l'explication de pourquoi, malgré tous les problèmes, le système d'achat public doit être maintenu. Il argumente que la fin de ce système d'achat rendrait impossible le contrôle et la restriction des actions des marchands, ce qui conduirait à une hausse de l'enrichissement malhonnête. Une solution éventuelle, selon Abdullah Efendi, était de fixer des tarifs différents d'achat de céréales pour chaque région, ou en

75 ÇAĞMAN, Engin, *III. Selim'e Takdîm Edilen Lâyihalara Göre Osmanlı Devletinde İktisadî Değişme*, Unpublished Dissertation, Marmara University, Istanbul, 1995, p. 217-233.

76 Ebubekir Ratib Efendi, « Nizâm-j Cedîd devri kaynaklarjndan Ebubekir Ratib Efendi'nin büyük layihaj », in S. Arjkan (ed. and transliterated), unpublished. Ph. D. diss., Istanbul Univ., 1996, p. 412-415.

d'autres termes, d'introduire une discrimination par les prix selon une segmentation du marché officiellement désignée par l'État. Il admet cependant qu'il serait plus difficile d'imposer le contrôle des prix pour les céréales méditerranéennes puisque la contrebande était relativement facile dans la région. Une alternative consisterait en l'abolition de tout contrôle des prix. Or, cela générerait une augmentation considérable du prix du pain, ce qui serait intolérable du point de vue d'Abdullah Efendi<sup>77</sup>. Outre son souci du juste profit conforme à la tradition intellectuelle musulmane, Abdullah Efendi se concentre sur les résultats immédiats des politiques céréalières, qui étaient perçues comme une affaire politique de la plus haute importance. L'idée cruciale des *Dialogues* de Galiani, c'est-à-dire que les céréales doivent être considérées comme « un objet de l'administration » au lieu d'un objet « du commerce », fait écho chez les écrivains politiques ottomans.

Il est évident que l'intérêt pour les conséquences pratiques et immédiates du contrôle des prix, ou du manque de contrôle a forgé l'attitude des écrivains ottomans, ainsi que la manière dont certains auteurs comme Abdullah Efendi développent leurs arguments. À l'image de beaucoup de ses contemporains ottomans, Abdullah Efendi n'était pas contre le contrôle des prix en soi, même s'il défendait une augmentation des prix d'achat. Dans les arguments avancés par les réformateurs ottomans, les conséquences des politiques liées aux particularités de temps et de lieu semblent avoir été un souci majeur. Il en résulte que leurs écrits sur le commerce céréalier associent une vision moins répressive du contrôle des prix à une régulation plus stricte et un engagement plus direct de l'État sur les marchés céréaliers. Comme l'affirme Galiani :

Parce qu'il faut voir les différents rapports de l'administration du blé dans les petites Souverainetés, dans les médiocres et dans les grandes. Dans les petites, le blé est une affaire de politique. Dans les grandes, il pourrait n'être qu'une affaire de commerce. [...] Le blé peut être regardé comme une production du sol, et sous cette vue il appartient au commerce et à la législation économique. Ensuite il peut et doit être en même temps regardé comme la matière de première nécessité et le premier soin dans l'ordre civil des sociétés, et sous ce point de vue il appartient à la politique et à la raison d'État<sup>78</sup>.

77 Cité par Ergin, Osman Nuri, *Mecelle-i Umûr-ı Belediyeye*, Istanbul, Istanbul Büyükşehir Belediyesi Yayınları, 1995, p. 739-742.

78 Galiani, Ferdinando, *Dialogues sur le commerce des bleds*, op. cit., p. 30-33.

Pour Galiani, les décisions économiques sont toujours prises dans un milieu politique et font l'objet de la science politique<sup>79</sup>. Ce mélange de politiques peut sembler contradictoire selon une vision purement théorique de l'économie politique en accord avec le développement d'une pensée libérale postérieure, mais il se rapproche de l'essence de la tradition de pensée économique méditerranéenne, dont l'une des formes les plus éloquentes est représentée par Galiani.

Eyüp ÖZVEREN, Seven AĞIR  
et Çınla AKDERE  
Middle East Technical University,  
Ankara

---

79 Porta, Pier Luigi, « Ferdinando Galiani on population and economic growth », *Oeconomia*, n° 7, mars, Série P. E. de la revue Économies et Sociétés, 1987, p. 41.